



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAPREC (COVED)

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris

Références : 2025-787

Code AIOT : 0005204842

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement PAPREC (COVED) implanté ZAC du Pays de Pondensac 33720 Illats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection fait suite à une plainte reçue par la préfecture de la Gironde, portant à titre principal sur des nuisances sonores, et à titre secondaire sur des déchets hors du site et la gêne à la circulation. Cette inspection a été inopinée (sans prévenir l'exploitant en amont).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC (COVED)
- ZAC du Pays de Pondensac 33720 Illats

- Code AIOT : 0005204842
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Coved, aujourd'hui exploité par la société Paprec depuis le rachat de Coved, est consacré à la réception, au tri, au conditionnement et à la réexpédition de déchets banals de papiers, cartons, plastiques et métaux. Il comporte des installations classées pour la protection de l'environnement, initialement autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1999, aujourd'hui enregistrées par l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2019 au titre de la rubrique 2714, qui vaut également déclaration pour la rubrique 2713.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Entreposage	Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article Article 2.1.1.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruit	Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article Article 2.2.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les nuisances sonores de l'établissement sont globalement limitées et bien prises en compte par l'exploitant, sous réserve de la poursuite des actions en cours (complétion du mur anti-bruit et généralisation des avertisseurs de recul à bas bruit type « cri du lynx »). Néanmoins, des pistes d'amélioration existent, notamment portant sur la conduite des chargeuses et l'attention aux manœuvres des camions extérieurs.

Par ailleurs, l'exploitant apporte une diligence satisfaisante pour assurer la propreté des abords du site, bien que là encore des pistes d'amélioration existent. Enfin, la présence ou le stationnement d'engins à destination ou en provenance de l'installation sur la voie publique relève du Code de la Route et n'est pas du ressort de la police des installations classées ; il est toutefois demandé à l'exploitant de rappeler les bonnes pratiques à ses clients et prestataires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article Article 2.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci. (...) Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. (...) »

Constats :

L'inspection a permis d'observer la totalité du processus de tri des déchets, depuis leur réception jusqu'à l'expédition des produits finis, et de constater en particulier les opérations bruyantes.

Les déchets sont réceptionnés en vrac dans trois vastes alvéoles dans le bâtiment de réception, livrés par des camions extérieurs ; l'avertisseur de recul de ces engins peut être bruyant, mais pendant une durée limitée. L'inspection a permis de constater que, pour une raison qu'on ne prétend pas expliquer, ces avertisseurs de recul sont particulièrement audibles depuis chez le plaignant.

Les déchets sont ensuite repris par une chargeuse et versés dans une trémie, d'où ils sont acheminés dans le bâtiment process par un convoyeur à bande. Les opérations de la chargeuse peuvent être bruyantes, en particulier l'action de son godet : si celui-ci heurte le sol en béton ou une autre surface dure, le choc qui en résulte est particulièrement bruyant. L'exploitant a toutefois doté ce godet d'un tampon anti-bruit : une coque souple autour de la lame, qui atténue nettement son impact sonore en fonctionnement normal. L'inspection a permis de constater que le process de réception des déchets, à l'exception d'un choc malencontreux comme décrit plus haut, et dans l'ensemble très peu bruyant ; les convoyeurs à bande sont en particulier remarquablement silencieux.

Le process de tri se fait dans un bâtiment fermé. La première partie du tri est automatisée, et fait appel à plusieurs installations particulièrement bruyantes à l'intérieur du bâtiment, mais très peu audibles de l'extérieur. La fin du tri est manuelle, dans une salle attenante distincte, et n'est pas bruyante.

La fin du process fait appel à deux presses : une presse à paquets, située dans le bâtiment process, qui produit des petits conditionnements, et qui n'est pas audible de l'extérieur du bâtiment ; et une presse à balles, située dans la halle des produits finis ouverte vers l'Est, et dont le fonctionnement, y compris le convoyage des déchets, est globalement peu bruyant. Les produits finis sont chargés et expédiés par camions, avec la même remarque que précédemment sur les avertisseurs de recul.

L'exploitant a réalisé une campagne de mesure de bruit les 3 et 4 juillet 2024, qui montre des niveaux de bruit en limites de propriété conformes et globalement faibles, d'environ 53 dB, et une émergence dans la plus proche zone à émergence réglementée, à 100 m à l'Ouest de l'établissement, de 2 dB en période diurne et également nocturne. Le rapport de cette mesure a été inspecté : sa méthodologie n'appelle pas de commentaire particulier, et ses conclusions et commentaires sont conformes aux constats faits de l'inspection.

L'exploitant a présenté les mesures de lutte contre le bruit qu'il a effectuées ou qu'il prévoit : un mur anti-bruit est construit sur une partie de la clôture à l'Ouest de l'établissement, en regard de la halle de réception des déchets, qui est la zone la plus bruyante du site ; l'exploitant prévoit de l'étendre prochainement à l'arrière de l'établissement sur toute la longueur de la clôture Ouest, bien que cette dernière zone présente peu de source de bruit. Par ailleurs, les avertisseurs de recul de ses propres engins ont été remplacés par des avertisseurs à bas bruit de type « cri du lynx ».

», dont la pertinence a été constatée lors de l'inspection et qui, de l'avis du plaignant, donnent toute satisfaction. On note que lors de l'inspection, un des engins était un matériel de location doté d'un avertisseur de recul standard, en attendant le remplacement définitif d'un matériel défaillant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation. La gestion du bruit de l'établissement de la part de l'exploitant est correcte et respecte les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2019. L'exploitant pourra toutefois porter une attention particulière à la sensibilisation des conducteurs des chargeuses afin de réduire la fréquence des chocs de godet évitables. Par ailleurs, l'exploitant pourra utilement vérifier que les camions extérieurs ne font pas de marche-arrières inutilement longues, et le cas échéant adapter ses modalités de livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2019, article Article 2.1.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral du 12/11/2019 - article 2.1.1.

« En lieu et place des dispositions de l'article 13-IV de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 4,50 mètres. »

Arrêté ministériel du 06/06/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...]

Article 12

Consignes d'exploitation

Les opérations susceptibles de générer [...] une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation [...].

Article 22

Risques d'envols [...]

<p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de [...] matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont [...] convenablement nettoyées ; [...] - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a permis de constater que les produits entrants et sortants sont correctement stockés, dans des emplacements dédiés. Les déchets entrants sont tous stockés à l'intérieur des alvéoles de la halle de réception. Les produits sortants sont stockés dans des alvéoles distinctes, à l'Est au Nord de l'établissement, délimitées par des parois type « mégablocs ».</p> <p>La question du "surstockage" de déchets en extérieur, évoquée dans la plainte, n'a pas été constatée lors de la présente inspection inopinée ; l'exploitant n'a pas fait mention de difficulté particulière à ce sujet dans la configuration actuelle de son établissement. En outre, le stationnement temporaire sur la voie publique le temps du déchargement de certains camions lorsque les halles sont pleines, point soulevé dans la plainte, n'a pas non plus été observé lors de l'inspection. Il est toutefois rappelé à l'exploitant que son mode d'exploitation ne doit pas perturber la circulation sur la voie publique attenante, et que la voirie d'accès aux halles doit être aménagée de manière à satisfaire au bon déchargement des camions, même en période de fréquentation de pointe.</p> <p>La présence de quelques papiers sur les voiries en dehors du site, point également soulevé dans la plainte, a été constatée par l'inspecteur sur la route menant à l'installation. L'exploitant indique qu'il arrive que des déchets soient emportés par le vent, et qu'il fait procéder régulièrement au nettoyage des alentours : le fait que les papiers épars étaient récents et non détrempés par les intempéries corrobore cette affirmation. S'agissant toutefois d'une situation qui semble se produire périodiquement, il est demandé à l'exploitant de mettre en place une consigne d'exploitation écrite permettant d'encadrer les actions à mener par le personnel du site et celui des prestataires pour éviter les envols de matières diverses à la fois à l'intérieur du site et en-dehors des limites du site (voiries). Il est par ailleurs rappelé que dans le cadre du transport des matières, <i>"s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet"</i>.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place une consigne d'exploitation écrite permettant d'encadrer les actions à mener par le personnel du site et celui des prestataires pour maintenir le site propre et pour éviter les envols de matières diverses à la fois à l'intérieur du site et en-dehors des limites du site (voiries publiques).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>